

**Syndicat de Développement
d'Équipement et d'Aménagement**



Pôle de Besignoles, 6 route des Mines, 07003 PRIVAS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LAVIOLLE

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Dressé le 13/11/2024



Siège social : 4 rue de la Bergerie - 30100 ALES
Tél : 04 66 54 23 40 - Fax : 04 66 54 23 44 - ales@rci-inge.com

Agence : Parc d'activités du Vinobre, 663 ch. Des Traverses
07200 LACHAPELLE /s AUBENAS
Tél : 04 75 89 97 50 - aubenas@rci-inge.com

Vu et approuvé en date du
Monsieur le Maire

AGM



A24033

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

BORDEREAU DES PIECES

NOTICE EXPLICATIVE

CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

**Syndicat de Développement
d'Équipement et d'Aménagement**



Pôle de Besignoles, 6 route des Mines, 07003 PRIVAS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LAVIOLLE

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Dressé le 13/11/2024



Siège social : 4 rue de la Bergerie - 30100 ALES
Tél : 04 66 54 23 40 - Fax : 04 66 54 23 44 - ales@rci-inge.com

Agence : Parc d'activités du Vinobre, 663 ch. Des Traverses –
07200 LACHAPELLE /s AUBENAS
Tél : 04 75 89 97 50 - aubenas@rci-inge.com

NOTICE EXPLICATIVE

AGM



A24033

SOMMAIRE

<u>I.</u>	<u>OBJET DU PRESENT ZONAGE</u>	<u>2</u>
I.1	Démarche de la commune de Laviolle	2
I.2	Contexte de la révision du schéma général d'assainissement et réalisation du zonage d'assainissement de la Commune de Laviolle	3
I.3	Quelques rappels	3
I.4	L'enquête publique sur le zonage d'assainissement	4
<u>II.</u>	<u>DONNEES GENERALES DE LA COMMUNE DE LAVIOLLE</u>	<u>4</u>
II.1	Situation de la commune	4
II.2	Démographie et habitat	5
II.3	Urbanisme	6
<u>III.</u>	<u>RAPPEL DU CONTEXTE DE L'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE</u>	<u>7</u>
III.1	Faisabilité de l'assainissement non collectif	8
III.2	Conclusion	9
<u>IV.</u>	<u>ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>	<u>9</u>
<u>V.</u>	<u>CARTES DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT</u>	<u>10</u>
<u>VI.</u>	<u>ASPECT FINANCIER</u>	<u>10</u>
VI.1	Coût de l'assainissement collectif	10
VI.2	Coût de l'assainissement non collectif	11
<u>VII.</u>	<u>OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE ET DES PARTICULIERS</u>	<u>13</u>
VII.1	Zones en assainissement collectif	13
VII.2	Zones en assainissement non collectif	13
<u>VIII.</u>	<u>GLOSSAIRE ET ABREVIATIONS</u>	<u>18</u>

I. OBJET DU PRESENT ZONAGE

I.1 Démarche de la commune de Laviolle

La commune de Laviolle souhaite disposer d'un Zonage d'Assainissement cohérent avec les documents d'urbanisme conformément à la réglementation en vigueur.

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10) lequel stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif
- **Les zones** où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation** des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- **Les zones** où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, **le traitement des eaux pluviales et de ruissellement** lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement

Le présent document constitue le Mémoire Justificatif du zonage d'assainissement des eaux usées uniquement.
--

Après approbation du projet de zonage d'assainissement, celui-ci est soumis à enquête publique (Article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), puis approuvé par la collectivité par délibération.

Cependant, le zonage ne constitue pas un document de programmation de travaux, celui-ci n'engage donc pas la collectivité sur un délai de réalisation d'éventuels travaux, ne crée pas de droits acquis pour les tiers, ne fige pas une situation en matière d'assainissement. Ainsi en délimitant les zones, la commune ne s'engage pas à réaliser des équipements publics, ni à étendre les réseaux existants. De plus ce classement ne constitue pas un droit pour les propriétaires des parcelles concernées de disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée, ni à obtenir gratuitement la réalisation des équipements d'assainissement nécessaire à leur desserte.

I.2 Contexte de la révision du schéma général d'assainissement et réalisation du zonage d'assainissement de la Commune de Laviolle

La commune de LAVIOLLE a fait réaliser son schéma général d'assainissement en 2002. Plusieurs solutions de faisabilité de la création d'un assainissement collectif avaient été étudiées. Pour des raisons financières, les élus avaient décidé de renvoyer les projets d'assainissement collectif à long terme. Il avait été décidé de maintenir l'ensemble de la commune « pour l'instant » en assainissement non collectif.

L'étude avait permis aux élus de se rendre compte de l'impact des rejets d'eaux usées dans le milieu naturel. Il avait été décidé de rechercher des solutions au cas par cas (épandages regroupés...).

Vingt ans après, il s'avère que les solutions ne sont pas satisfaisantes et qu'il subsiste de nombreux dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement non collectif ; avec des rejets non traités vers le milieu naturel.

Les élus actuels ont à nouveau souhaité que soit étudiées des solutions d'assainissement collectif.

La commune a ainsi confié la maîtrise d'ouvrage déléguée pour les études et travaux d'assainissement collectif au Syndicat de Développement, d'Équipement et d'Aménagement (SDEA) de l'Ardèche par convention de mandat.

Dans un premier temps, le SDEA a décidé de faire réaliser une révision du schéma directeur d'assainissement (SDA) ; ce dernier ayant plus de 20 ans. Après consultation cette mission a été confiée au bureau d'études Rhône Cévennes Ingénierie (RCI) de Lachapelle-sous-Aubenas.

A l'issue de l'étude du SDA de 2024, les élus ont décidé de réaliser des travaux d'assainissement collectif : création d'un réseau de collecte et construction d'une station d'épuration.

I.3 Quelques rappels

I.3.1. Assainissement collectif

Est en assainissement collectif tout immeuble ou logement raccordé ou raccordable au réseau public d'assainissement.

Est raccordable tout immeuble, logement ou construction qui a accès aux réseaux disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes.

Tout logement ou immeuble raccordable ou raccordé est soumis aux mêmes règlement, redevances et taxes en vigueur définies par la collectivité compétente.

Au jour de l'établissement du présent dossier d'enquête publique (septembre 2024), l'assainissement collectif est compétence, sur son territoire, de la commune de Laviolle. Le législateur a prévu le transfert de compétence AC aux communautés de communes à échéance du 1^{er} janvier 2026 (Loi Notre).

I.3.2. Assainissement non collectif (nommé aussi « autonome »)

Est en assainissement non collectif toute construction à usage d'habitation non raccordée à l'assainissement collectif.

Chaque maître d'ouvrage (chaque propriétaire) installe et entretient son installation.

Le service public de l'assainissement non collectif (SPANC) a un rôle de conseil, d'accompagnement et de contrôle. Le SPANC est assuré par la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA) depuis le 1^{er} janvier 2014.

I.3.3. Assainissement non collectif regroupé

On parle d'assainissement non collectif regroupé lorsque plusieurs propriétaires se rassemblent pour mettre en place une seule unité de traitement pour épurer leurs eaux usées. Cette unité de traitement est mise en place, suivie et entretenue par les différents propriétaires privés qui se sont rassemblés.

Le service du SPANC intervient dans la procédure en tant que conseiller, vérificateur et approbateur. La collectivité peut intervenir dans la procédure de mise en place d'un assainissement non collectif regroupé en tant que médiateur afin de faciliter la réalisation du projet.

I.4 L'enquête publique sur le zonage d'assainissement

Le zonage d'assainissement mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire, découpé en zones auxquelles sont attribuées des modes d'assainissement. **Ce zonage est un projet soumis à enquête publique et sera annexé au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).**

L'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

Ce dossier d'enquête publique relatif au zonage d'assainissement des eaux usées est constitué

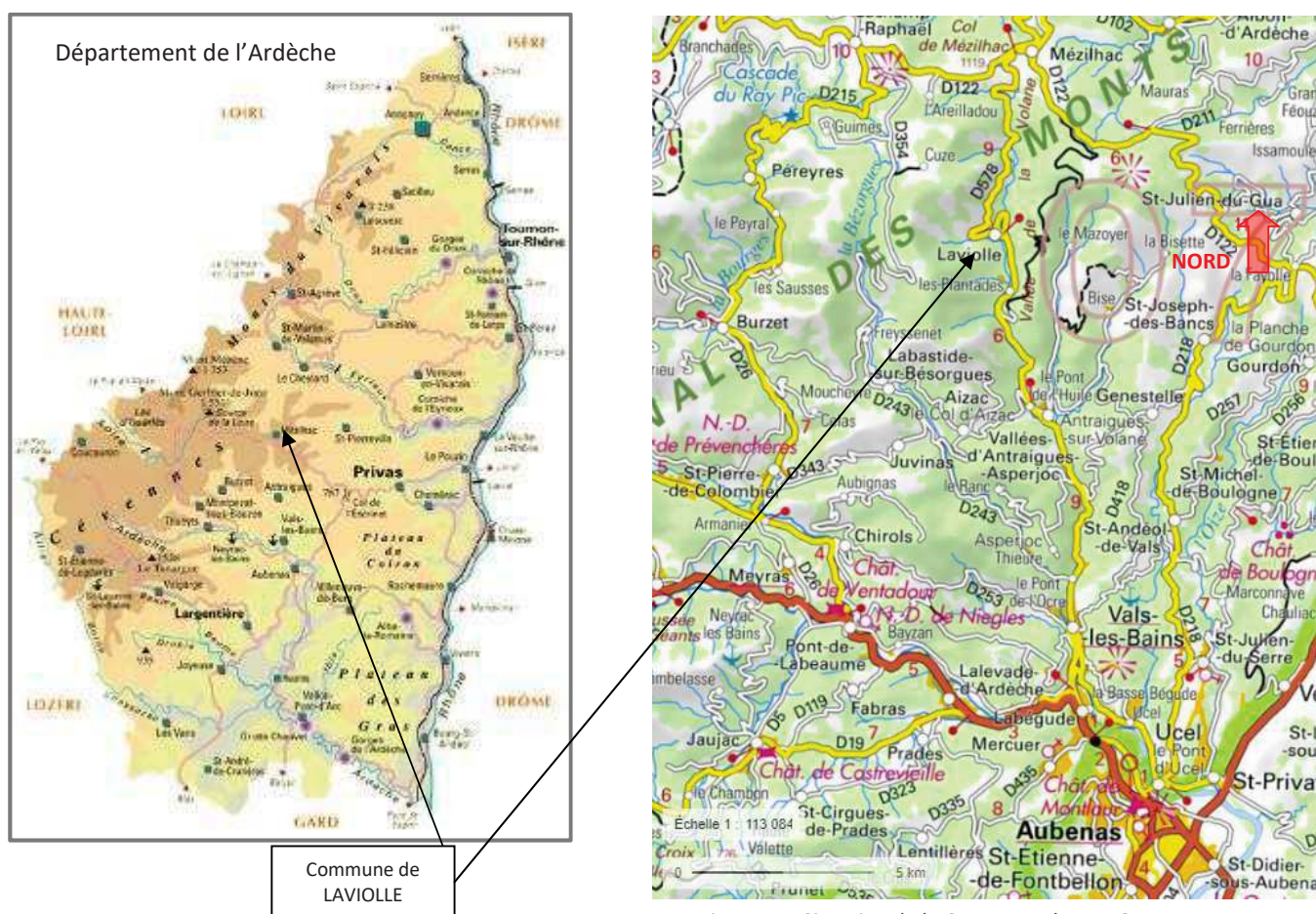
- De la présente notice justifiant le zonage
- Du plan du zonage d'assainissement des eaux usées

II. DONNEES GENERALES DE LA COMMUNE DE LAVIOLLE

II.1 Situation de la commune

La commune de Laviolle se situe à la limite du Vivarais, des Cévennes et de la zone de montagne des plateaux ardéchois.

La commune se situe à 21 km au Nord-Ouest de la ville de Privas et 16 km au Nord de la ville d'Aubenas.



Figures 1 : Situation de la Commune de LAVIOLLE

Elle s'étend sur 13,84 km²

(Source : Site Internet Géoportail.gouv.fr)

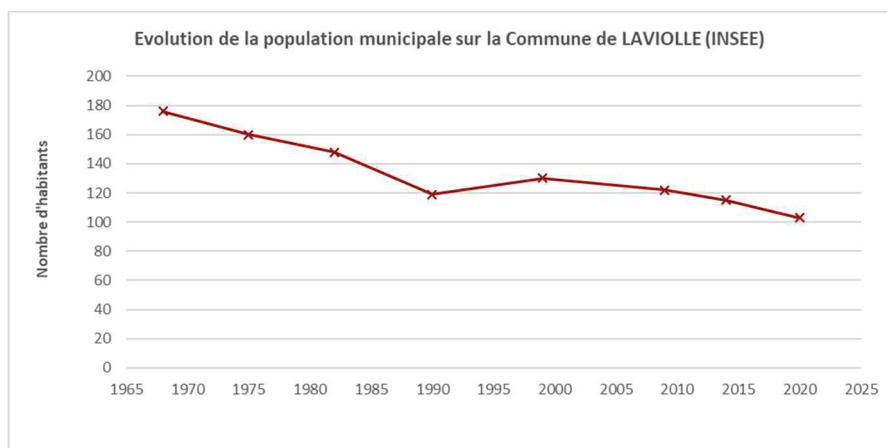
La commune de LAVIOLLE fait partie :

- De l'EPTB (Etablissement Public Territorial du Bassin Versant) de l'Ardèche,
- Du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche
- De la Communauté de Communes du bassin d'Aubenas (CCBA), laquelle regroupe 28 communes

II.2 Démographie et habitat

Démographie :

La population municipale est en diminution depuis 1968.



	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population municipale	176	160	148	119	130	122	115	103
	1968 à 1975		1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014	2014 à 2020
Variation annuelle moyenne de la population	-1.3%		-1.1%	-2.4%	1.0%	-0.6%	-1.1%	-1.7%

Répartition de l'habitat existant :

- Le village, le Villaret et les Fourniers : habitat ancien très dense, où de nombreuses habitations ne disposent pas ou peu de terrain
- Le Chambon et les Plantades : habitat dense, moins ancien, où quelques habitations ne disposent pas ou peu de terrain
- Les Chambons : habitat pavillonnaire le long de la vallée de la Volane, relativement récent
- Quelques habitations isolées

Activités :

Les activités présentes sur la commune sont les suivantes :

- Un élevage de 200 ovins au lieu-dit « L'Houlme »
- Un élevage de 45 bovins au lieu-dit « Sapet »
- Plusieurs producteurs de miel.
- Un garage automobile au lieu-dit « Sapet »
- 2 microentreprise d'entretien des espaces verts
- Il y a un projet de poterie au village

Accueil touristique :

La commune compte deux hôtels-restaurants :

- Hôtel « Les Plantades » au lieu-dit le Chambon qui propose 9 chambres et un restaurant-bar (80 couverts maximum midi et soir) ; actuellement fermé
- Hôtel « Baratier » qui propose 7 chambres et un restaurant-bar (60 couverts maximum midi et soir)

Il existe aussi plusieurs gîtes touristiques :

- 2 gîtes de capacité d'accueil de 15 personnes chacun : 1 au village et 1 au Chambon (rive droite)
- 4 gîtes de capacité d'accueil de 4 personnes chacun

La capacité d'accueil maximale (en comptant les résidences secondaires) est estimée à 575 habitants.

II.3 Urbanisme

La commune de LAVIOLLE est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Ardèche méridionale. A ce jour, elle ne dispose pas de document d'urbanisme.

La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA) exerce la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu ou carte communale » depuis le 1er janvier 2018.

La CCBA a lancé l'élaboration de son plan local de l'urbanisme intercommunal (PLUi) dont l'approbation est prévue en 2024.

Dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la CC du Bassin d'Aubenas, le besoin théorique en logement sur la commune de Laviolle est estimé à 7 logements neufs sur 15 ans (2025/2040). Une zone à urbaniser dans le projet de zonage du PLUi est prévue dans la continuité du centre village pour répondre à ce besoin (OAP en cours d'élaboration sur la zone AU avec création de 6 logements minimum).

Un projet d'accueil touristique est envisagé par la mairie à l'ouest de l'hôtel des Plantades (zone UT dans le projet de zonage du PLUi). Sa capacité potentielle d'accueil n'est pas connue ce jour.

III. RAPPEL DU CONTEXTE DE L'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE

Il n'existe pas de réseau d'assainissement collectif sur la commune de LAVIOLLE.

L'ensemble du territoire est en assainissement non collectif.

Le SPANC recense :

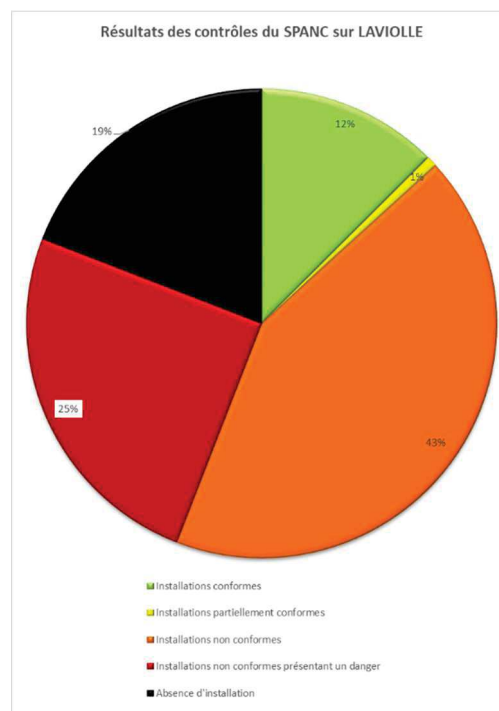
- 184 installations d'ANC sur la commune
- 139 installations ont été contrôlées
- L'état de 45 installations recensées sur la commune n'est donc pas connu (propriétaires absents lors de la campagne de contrôle, défaut d'adressage...)

Les 139 contrôles ont été réalisés dans plusieurs contextes :

- 97 contrôles de BON FONCTIONNEMENT : campagne de contrôle de 2017/2018
- 32 contrôles dans le cadre d'un DIAGNOSTIC-VENTE
- 3 contrôles de REALISATION : installations neuves : nouvelles constructions
- 7 contrôles de REHABILITATION

Parmi les 136 résultats de contrôles (hors conception), on recense :

- 17 dispositifs conformes
- 1 installation partiellement conforme
- 58 Installations non conformes sans délai de réhabilitation, hormis dans le cadre de transaction immobilière, délai de 1 an.
- 34 Installations non conformes présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré. Obligation de réhabilitation sous un délai de 4 ans, et de 1 an dans le cadre d'une transaction immobilière.
- 26 Absence d'installation. Non-respect de l'article L.1331-1-1 du code de la Santé Publique. Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais (< 1 an).



Globalement, les dispositifs d'ANC sont non conformes ; 44% avec danger ou risque pour les personnes et l'environnement.

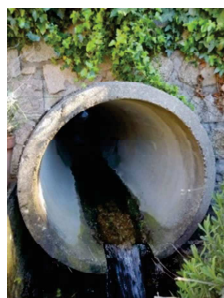
Conclusion : l'ensemble des hameaux et quartiers est concerné par des dispositifs d'ANC non conformes présentant des dangers et pollution du milieu naturel.

Lors des visites sur le terrain, nous avons pu constater qu'il existait des rejets d'eaux usées nauséabonds dans les béalières, les rigoles, les valats et fossés qui traversent le village et le hameau du Villaret et se rejettent dans les ruisseaux les plus proches, à savoir le ruisseau de Vaneyre et le ruisseau de la Sapède qui sont des affluents directs de la Volane. Au chef-lieu et au Villaret des rejets d'eaux usées sont canalisés et mélangés aux eaux pluviales avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel. Ce réseau communal pourrait s'apparenter à un réseau de collecte. Ces rejets sont effectifs depuis de nombreuses années et génèrent des nuisances de voisinage et problématiques de salubrité publique.

- ⇒ Il y a donc de toute évidence une pollution des cours d'eau superficiels par ces rejets d'eaux usées domestiques non traités.

Cette problématique est d'autant plus importante que la majorité des rejets s'effectuent en période estivale (résidences secondaires) lorsque les rivières sont à l'étiage.

Valat traversant le chef-lieu dans lequel se rejettent de nombreux ANC non conformes :



Rejet d'eaux usées dans la une calade au Villaret :



III.1 Faisabilité de l'assainissement non collectif

Dans le cadre du SGA de 2002, l'aptitude des sols à l'ANC avait été identifiée comme variable selon chaque secteur (moyennement à très peu favorable). D'autre part des contraintes de l'habitat avaient été identifiées sur le Village, l'Houlme, le Villaret et au Chambon : la plupart des habitations ne disposaient pas de suffisamment de terrain de façon à réaliser un assainissement autonome conforme.

Il y a eu une évolution de la réglementation depuis le SGA de 2002. Ce nouveaux dispositifs d'ANC ; dit « agréés » ont été autorisés.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé. Cette liste est disponible sur le portail interministériel de l'assainissement non collectif.

Il s'agit des filières suivantes :

- les filtres compacts
- les filtres plantés
- les microstations à cultures libres
- les microstations à cultures fixées
- les microstations SBR

Attention : les filières compactes (microstations à cultures libres, microstations à cultures fixées, microstations SBR) ne sont pas autorisées pour un fonctionnement intermittent ; donc impossible pour les résidences secondaires.

Remarque : la réglementation autorise aussi la mise en œuvre de « toilettes sèches ».

Les nouvelles filières permettraient de trouver des solutions, au cas par cas, lorsque les surfaces de terrains sont insuffisantes pour la mise en œuvre d'une filière telle qu'étudiées par le SGA de 2002 ; car la plupart de ces filières sont relativement compactes.

Dans tous les cas, il est nécessaire de prévoir une **évacuation des effluents une fois épurés**.

Les solutions d'infiltration dans le sol sont préférées, nécessitant ainsi une surface de terrain dédiée à l'infiltration.

Si aucune solution d'infiltration n'est envisageable (à démontrer par une étude), un rejet dans le milieu hydraulique est autorisé (article 12 de l'arrêté du 7/09/2009) sous réserve de l'accord du gestionnaire de l'exutoire : EPTBV, commune, Département, propriétaires riverains... Néanmoins la multiplication de ces filières avec rejet vers le milieu hydraulique superficiel n'est pas souhaitable car on multiplie les risques sanitaires car il y a très peu d'abattement de la pollution bactériologique sur les filières compactes.

En cas d'impossibilité d'infiltration ou de rejet superficiel un rejet dans un puits d'infiltration est envisageable dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7/09/2009 modifié. sur la base d'une étude hydrogéologique et après autorisation de la mairie.

III.2 Conclusion

La collectivité de Laviolle n'a pas réussi à mettre en œuvre la solution de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif, solution retenue à l'issue du SGA de 2002 en raison du cumul des difficultés auxquelles elle est confrontée :

- ⇒ Nombre élevé de dispositifs à mettre en conformité (87% des ANC contrôlés)
- ⇒ Aptitude des sols moyennement à très peu favorable à l'ANC : pente, rocher peu profond
- ⇒ Forte densité de l'habitat au village, au hameaux du Villaret, du Chambon et des Plantades, rendant difficile la mise en œuvre de dispositifs d'ANC conformes ;
- ⇒ Pour certains propriétaires, impossibilité totale de mettre en œuvre un ANC en l'absence de terrain, de cave ou autre local technique ;
- ⇒ La majorité des dispositifs concernent des résidences secondaires pour lesquelles certaines filières agréées, les plus compactes, ne sont pas autorisées.

D'autre part, le PLUi prévoit d'augmenter la densification de l'habitat au village avec création d'une zone AU avec OAP pour 6 logements minimum.

Le maintien de l'ensemble du territoire communal en ANC semble difficilement réalisable.

IV. ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Parmi les différentes variantes de tracés envisagées dans un premier temps, il a été décidé d'étudier plus précisément les deux solutions suivantes :

- Solution A : création d'un réseau de collecte et transfert et d'une step au quartier les Plantades
- Solution B : création d'un réseau de collecte et transfert et d'une step au quartier chez Barratier

Remarque : il avait aussi été envisagé une solution avec une step de proximité pour chacun des hameaux où l'habitat est le plus dense :

- *Le village avec une step sur les parcelles à proximité du cimetière*
- *Le Villaret avec une step sous le hameau*
- *Le Chambon et les Plantades avec une step au quartier les Plantades*
- *Les habitations hors de ces hameaux restant en ANC*

Cette solution n'a pas été retenue en raison d'une part de la difficulté foncière pour l'acquisition des parcelles sous le village et sous le hameau du Villaret, des difficultés d'accès à ces terrains et d'autre part, car ces solutions maintenaient de nombreuses habitations en ANC.

A l'issue de l'étude du schéma d'assainissement de 2024, les élus ont décidé de retenir la solution A.

La capacité de la step a été estimée entre 100 et 120 EH en basse saison future, 135 à 150 EH en mi-saison future et 300 à 350 EH en haute saison estivale future. Il est proposé de construire une step de type « filtres plantés de roseaux » qui s'adapte bien aux fluctuations de la population. La step sera construite au sud du quartier des Plantades.

V. CARTES DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

(Cf. carte de zonage de l'assainissement)

Cette carte permet de connaître le mode d'assainissement qui a été défini pour chaque zone homogène de la commune :

- Zone en assainissement collectif futur : couleur orange
- Zone en assainissement non collectif sur le reste du territoire communal : non coloré

VI. ASPECT FINANCIER

VI.1 Coût de l'assainissement collectif

Le montant des dépenses est estimé à environ 3,06 M€HT.

La collectivité pourra bénéficier de subventions de la part du Département, de l'Agence de l'Eau RMC et de l'Etat, notamment si l'opération est inscrite au contrat Eau et Climat en cours d'élaboration par l'EPTBV Ardèche. Pour la part non financée, la collectivité pourra contracter un emprunt.

VI.1.1. Redevance : prix de l'eau assainie

La création d'un système d'assainissement collectif entraîne des frais de fonctionnement et d'entretien, notamment pour la step et les postes de refoulement.

Ces différents frais ainsi que le remboursement de l'emprunt devront être pris en charge par le budget du service de l'assainissement collectif à créer par la commune ; ce budget étant financé par une redevance perçue auprès des abonnés. Dans le cadre du SDA, il a été calculé, selon les différentes hypothèses de subventions, la nécessité de mettre en place un prix moyen de l'assainissement collectif variant de 1,28 €TTC à 4,76 €TTC par m³ pour 120 m³ consommés par an.

Le transfert de compétence à la CCBA s'accompagnera du transfert de ce budget. Il est prévu, à terme, une homogénéisation des redevances à l'échelle du territoire intercommunautaire.

VI.1.2. Branchements particuliers

– Domaine public :

Selon l'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique (CSP), lors de la construction d'un égout, la Commune peut exécuter d'office les parties des branchements situés sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public. Ces parties de branchement sont incorporées au réseau public, propriété de la Commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La Commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du Conseil Municipal.

– *Domaine privé :*

Les travaux réalisés à l'intérieur de la propriété privée sont à la charge du particulier. S'il est nécessaire de mettre en œuvre un poste de relevage (sortie des eaux usées au-dessous du niveau du réseau), il sera également à la charge du particulier.

VI.1.3. Participation pour l'assainissement collectif (PAC) :

Cette participation, facultative, est instituée par délibération de l'organe délibérant compétent en matière d'assainissement. Cette délibération en détermine les modalités de calcul et en fixe le montant. Ce dernier pourra être différencié pour tenir compte de l'économie réelle réalisée par le propriétaire selon qu'il s'agit d'une construction nouvelle ou d'une construction existante nécessitant une simple mise aux normes. Son fait générateur est la date de raccordement au réseau collectif.

La participation représente au maximum 80% du coût d'un assainissement individuel ; le coût du branchement est déduit de cette somme.

Elle est due par le propriétaire de l'immeuble raccordé. Toutefois, si celui-ci a été antérieurement redevable de la participation pour raccordement à l'égout, la participation pour assainissement collectif ne pourra être exigée.

Le Conseil Municipal de Laviolle a fixé le montant de cette participation à 3000 € par logement.

VI.2 Coût de l'assainissement non collectif

VI.2.1. Coût des travaux

Les travaux neufs ainsi que les travaux de réhabilitation sont à la charge du particulier.

D'après le SPANC de la CCBA, le prix moyen d'une filière d'épuration « compacte » est d'environ 15.000 à 16.000 €TTC. La mairie nous informe qu'un propriétaire du village de Laviolle a eu un devis à 30.000 €TTC.

A cela il conviendra de rajouter l'étude de sol et dimensionnement et les coûts de contrôles du SPANC.

Rem : dans le cas d'ANC regroupés (un seul dispositif pour plusieurs habitations) le Département de l'Ardèche accorde des subventions sous conditions :

- ANC regroupés (à partir de 2),
- 1000 €/propriétaire ou logement,
- Étude de conception validée par le SPANC,
- Création d'une structure ASL ou acte notarié pour l'exploitation du dispositif.

VI.2.2. Estimation du coût de l'entretien des dispositifs existants

A la charge des particuliers sur la base d'une filière classique : fosse toutes eaux suivie d'un épandage :	Coût moyen	Fréquence	Coût annuel moyen
Vidange de la fosse toutes eaux, nettoyage des canalisations et du préfiltre	450 €HT	Tous les 4 ans en moyenne	113 €HT/an

Les filières compactes types boues activées nécessiteront d'augmenter les fréquences de vidange ; ce qui augmente les coûts. Les filières type « lits plantés de roseaux » génèrent des frais de fonctionnement moindre (absence de vidange).

VI.2.3. Coût du contrôle de l'assainissement non collectif

Les prestations de contrôles du SPANC donnent lieu à une facturation du service à l'utilisateur :

Prestations	Montant 2018	Recouvrement
Installations existantes		
Contrôle diagnostic	150,00 €	Après émission du compte rendu de visite et émission de la facture
Contrôle périodique de bon fonctionnement	150 €	Après émission du compte rendu de visite et émission de la facture
Contrôle vente	248 €	Après émission du compte rendu de visite et émission de la facture
Installations neuves ou réhabilitées		
Contrôle de conception et d'implantation	124 €	Après émission de l'avis de conception et émission de la facture
Contrôle de réalisation	124 €	Après émission du certificat de conformité et émission de la facture
Contre-visite	50 €	Après émission du compte rendu de visite et émission de la facture
Déplacement sans intervention	50 €	Application à la première visite

VII. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE ET DES PARTICULIERS

VII.1 Zones en assainissement collectif

L'article L.2224-8 du Code Général des collectivités Territoriales (CGCT) précise que « les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées » et qu'elles « assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. »

L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique (CSP) rend obligatoire le raccordement des habitations au collecteur d'eaux usées domestiques dans un délai de 2 ans après leur mise en service. Un arrêté du Maire, approuvé par le représentant de l'Etat, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de 10 ans, soit des exonérations de l'obligation de raccordement.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires (article L.1331-4 du CSP). Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la Commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé, aux travaux indispensables (article L.1331-6 du CSP).

L'article 36 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a renforcé les moyens d'intervention des Communes à l'égard des usagers (article 36 aujourd'hui abrogé – voir articles L.1331-1 à L.1331-11 du CSP et article L.2224-12-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la redevance assainissement sur les particuliers raccordables, non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif.
- Les agents des services communaux d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des branchements, le cas échéant pour les réaliser d'office aux frais des particuliers.

Il y a obligation de respecter le règlement d'assainissement de la collectivité.

VII.2 Zones en assainissement non collectif

Toutes les constructions existantes doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme à la réglementation :

- Arrêté du 07 septembre 2009 modifié par les arrêtés du 7 mars 2012 et du 26 février 2021, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (jusqu'à 20 EH)
- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (au-delà de 20EH)
- Arrêté préfectoral n°2014 097-0009 relatif aux dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif dans le département de l'Ardèche
- DTU 64.1 (norme expérimentale P 16-603-1-1 de l'AFNOR publiée en Août 2013).

La mise en conformité des installations est obligatoire dans les 4 ans qui suivent le diagnostic du SPANC.

Toute construction nouvelle doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation et validé par le SPANC.

Toute extension ou réhabilitation avec autorisation d'urbanisme d'une construction existante implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif et validé par le SPANC.

VII.2.1. *Obligation de contrôle par la collectivité*

Les Communes doivent prendre en charge le contrôle technique des dispositifs individuels et les dépenses qui y sont liées (articles L.2224-8 et L.2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales).

La prise en charge de l'entretien des dispositifs est facultative.

Les habitations en assainissement non collectif sont contrôlées par le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) mis en place par la Communauté de Communes du bassin d'Aubenas.

La mission de contrôle de l'assainissement non collectif, attribuée aux communes et exercée par les SPANC, doit être analysée, suite à l'avis du Conseil d'État du 10 Avril 1996, comme une prestation de service et non comme une opération de police administrative.

En effet, l'alinéa III de l'article L. 2224-8 du CGCT attribue le contrôle de l'assainissement non collectif à la commune au titre de ses compétences. Il ne s'agit en aucun cas d'un pouvoir de police du maire.

Deux types de contrôles doivent être assurés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

- **Contrôle de vérification de la conception et de l'exécution** : pour les installations réalisées ou réhabilitées;
- **Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien**, établissant si nécessaire une liste des travaux à effectuer : pour les autres installations.

Selon ce même article, « les collectivités déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. »

Remarque importante : l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 JORF 31 décembre 2006, précise que les collectivités « peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif. »

Si elles le désirent, les collectivités peuvent donc imposer aux particuliers, au travers du règlement public d'assainissement non collectif, la réalisation d'une étude de sols à la parcelle préalable aux travaux de création ou de réhabilitation d'un dispositif d'assainissement autonome.

Instruction des permis de construire et réhabilitation des dispositifs existants :

L'arrêté du 27 avril 2012 (article 3) fixe les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif. Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la mission de contrôle consiste en :

- a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :
 - L'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
 - La conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés.
- b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :
 - Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
 - Repérer l'accessibilité ;
 - Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

Les installations neuves ou à réhabiliter sont considérées comme conformes dès lors qu'elles respectent, suivant leur capacité, les principes généraux et les prescriptions techniques imposés par l'arrêté du 7 septembre 2009 ou l'arrêté du 22 juin 2007.

A l'issue de l'examen préalable de la conception, le SPANC élabore un rapport d'examen de conception remis au propriétaire de l'immeuble.

A l'issue de la vérification de l'exécution, le SPANC rédige un rapport de vérification de l'exécution dans lequel il consigne les observations réalisées au cours de la visite et où il évalue la conformité de l'installation. En cas de non-conformité, le SPANC précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant, par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation. Le SPANC effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

Le SPANC se réserve le droit de refuser des demandes d'assainissement non collectif, ou les assortir de réserves particulières ou de demandes complémentaires telles qu'une étude d'aptitude des sols, dès lors que le projet :

- Ne respecte pas la réglementation et les normes en vigueur,
- Ne respecte pas les prescriptions de filières par zones citées dans le schéma général d'assainissement,
- Ne respecte pas le critère d'exceptionnalité, en cas de rejet dans le milieu hydraulique superficiel,
- Est susceptible de porter atteinte à la salubrité ou la sécurité publique.

Sur les secteurs où les sols sont imperméables, la mise en place de filières non drainées qui ne semblent pas adaptées à la nature des terrains, sera interdite pour les maisons individuelles d'habitation. Cette interdiction pourra être levée par une étude des sols à la parcelle.

Les dispositifs d'assainissement non collectif destinés à traiter les eaux usées domestiques des immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses peuvent relever soit :

- Pour les installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH :
 - De l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅.
 - Du DTU 64.1 relatif aux « dispositifs d'assainissement non collectif (dit autonome) pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales » d'août 2013.
- Pour les installations d'assainissement non collectif de plus de 20 EH :
 - De l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅.

Contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes :

L'arrêté du 27 avril 2012 (article 4), fixe les modalités de ce contrôle. Pour les installations existantes, la mission de contrôle consiste à :

- Vérifier l'existence d'une installation,
- Vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation,
- Evaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement,
- Evaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

Le SPANC demande au propriétaire, en amont du contrôle, de préparer tout élément probant permettant de vérifier l'existence d'une installation d'assainissement non collectif. Si, lors du contrôle, le SPANC ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, alors il en informe le Maire qui mettra en demeure le propriétaire de mettre en place une installation conformément aux dispositions prévues à l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique.

Dans le cas où le SPANC n'a pas décidé de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif, la mission de contrôle consiste à :

- Lors d'une visite sur site, vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation, selon les cas, conformément aux dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 ;
- Vérifier, entre deux visites sur site, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges, notamment les bordereaux de suivi des matières de vidange établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif à l'agrément des vidangeurs.

Les installations existantes sont considérées non conformes dans les cas suivants :

- a) Installations présentant des dangers pour la santé des personnes,
- b) Installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement,
- c) Installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

Pour les cas de non-conformité prévus aux a) et b), la Commune précise les travaux nécessaires, à réaliser sous quatre ans, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Pour les cas de non-conformité prévus au c), la Commune identifie les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations.

En cas de vente immobilière, dans les cas de non-conformité prévus aux a), b) et c), les travaux sont réalisés au plus tard dans un délai d'un an après la signature de l'acte de vente.

Pour les installations présentant un défaut d'entretien ou une usure de l'un de leurs éléments constitutifs, la Commune délivre des recommandations afin d'améliorer leur fonctionnement.

A l'issue du contrôle, le SPANC rédige un rapport de visite où il consigne les observations réalisées au cours de la visite et qui comporte le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature.

Remarque : en cas de vente, le diagnostic du SPANC doit dater de moins de 3 ans au moment de la signature de la promesse ou de l'acte de vente.

VII.2.2. L'accès aux propriétés privées

L'article L.1331-11 du Code de la santé publique stipule que les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable (précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif).

Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

VII.2.3. Obligations des particuliers

Les propriétaires d'immeuble en zone d'assainissement non collectif ont les obligations suivantes :

- Equiper l'immeuble d'une installation d'assainissement non collectif.
- Maintenir leur dispositif d'assainissement non collectif en bon état et accessible pour permettre les interventions de contrôle et d'entretien.
- Assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement.

- Procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, par le SPANC dans le document délivré à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans.
- Laisser accéder les agents du SPANC à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle.
- Acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle et, le cas échéant, l'entretien.
- Annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique en cas de vente le document, établi à l'issue du contrôle, délivré par le SPANC, à compter du 1^{er} janvier 2011.
- Être contraint à payer une astreinte en cas de non respect de ces obligations.
- Être contraint à réaliser les travaux d'office par mise en demeure du Maire au titre de son pouvoir de police.

Entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

Les dépenses d'entretien de l'assainissement non collectif sont à la charge des propriétaires.

Les propriétaires doivent maintenir leur dispositif d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement. Ces dispositifs doivent être accessibles pour permettre les interventions de contrôle et d'entretien.

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 stipule : « les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement ».

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Mise en conformité des dispositifs d'assainissement non collectif :

L'arrêté du 27 avril 2012, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, prévoit :

- Pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen préalable de la conception, adaptation du projet au type d'usage, vérification de l'exécution ;

La prise en charge de ces contrôles est effectuée par le SPANC.

- Pour les autres installations : vérification du fonctionnement et de l'entretien.

Ce nouvel arrêté vise essentiellement à clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes. En effet, la loi Grenelle 2 distingue clairement le cas des installations neuves, devant respecter l'ensemble des prescriptions techniques fixées par arrêté, des installations existantes dont la non-conformité engendre une obligation de réalisation de travaux, avec des délais différents en fonction du niveau de danger ou de risque constaté. Ainsi :

- Les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré.
- Les travaux sont réalisés au plus tard un après la vente, d'après l'article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation

L'arrêté du 27 avril 2012 fixe en détail les modalités de ce contrôle

De nombreuses informations sont disponibles sur le portail de l'assainissement non collectif :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Et sur le site de la CCBA :

<https://www.bassin-aubenas.fr/services/assainissement-non-collectif/contact-et-informations-utiles/>

VIII. GLOSSAIRE ET ABREVIATIONS

Assainissement autonome = assainissement non collectif = assainissement individuel :

Système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Assainissement collectif :

Système d'assainissement comprenant un réseau public de collecte des eaux usées et une station d'épuration réalisé par la collectivité.

Assainissement non collectif regroupé :

On parle d'assainissement non collectif regroupé lorsque plusieurs propriétaires se rassemblent pour mettre en place une seule unité de traitement pour épurer leurs eaux usées. Cette unité de traitement est mise en place, suivie et entretenue par les différents propriétaires privés qui se sont rassemblés.

Assainissement collectif de proximité :

L'assainissement collectif de proximité est destiné à l'habitat regroupé, mais trop éloigné pour être connectés au réseau collectif. Le système de traitement s'inspire des techniques de l'assainissement autonome : il comporte le plus souvent une fosse ou un décanteur-digester qui assure le prétraitement suivi d'un système d'épandage qui assure une épuration complète et permet l'évacuation des effluents vers le milieu naturel. Il sera pris en charge par la collectivité comme tout assainissement collectif.

Eaux usées :

Ensemble des eaux ménagères (cuisines et salles de bains) et des eaux vannes (WC)

Effluents :

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement

EH = équivalent-habitant :

L'équivalent-habitant correspond à la pollution rejetée en moyenne par un habitant, soit 60 g de DBO5 (Demande biochimique en oxygène sur 5 jours) et 150 litres d'effluents par jour.

Filière (ou dispositif) d'assainissement non collectif :

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement (épuration) du sol naturel ou reconstitué.

CGCT : Code Général des Collectivités territoriales

CSP : Code de la Santé Publique

CCBA : Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas

EPTB = Etablissement Public Territorial du Bassin Versant

PLUi : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

RCI : Rhône Cévennes Ingénierie

SDA : schéma directeur d'assainissement

SDEA : Syndicat de Développement, d'Équipement et d'Aménagement

SPANC : service public de l'assainissement non collectif

**Syndicat de Développement
d'Équipement et d'Aménagement**



Pôle de Besigoles, 6 route des Mines, 07003 PRIVAS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LAVIOLLE

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Dressé le 13/11/2024



Siège social : 4 rue de la Bergerie - 30100 ALES
Tél : 04 66 54 23 40 - Fax : 04 66 54 23 44 - ales@rci-inge.com

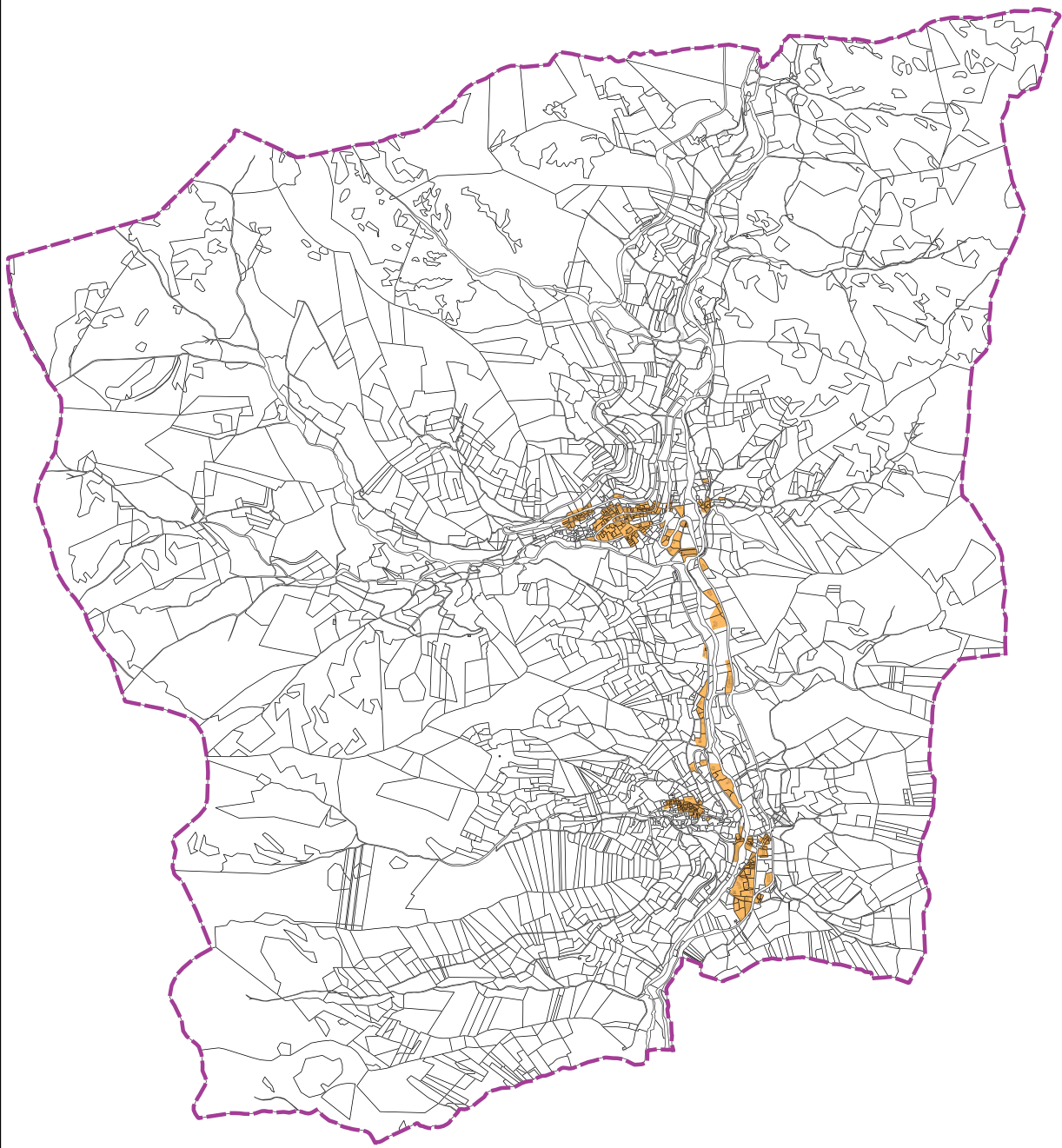
Agence : Parc d'activités du Vinobre, 663 ch. Des Traverses
07200 LACHAPELLE /s AUBENAS
Tél : 04 75 89 97 50 - aubenas@rci-inge.com

CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

AGM



A24033



COMMUNE DE LAVIOLLE

Date : 13/11/2024

0 500 1 000 m



Légende

- COMMUNE
- PARCELLE
- BATIMENT
- ZONAGE_EU

Carte de zonage d'assainissement
Vue d'ensemble de la commune

Dessin : LR



COMMUNE DE LAVIOLLE

Carte de zonage d'assainissement

Légende

- PARCELLE
- BATIMENT
- ZONAGE_EU

0 100 200 m



Dessin : LR

Date : 13/11/2024